

# Alternative für Deutschland : quels risques pour l'Allemagne ?

**Hans STARK**

Mars 2017

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale. Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

Cette *Note du Cerfa* est publiée dans le cadre du « Dialogue d'avenir franco-allemand », un projet mené en coopération par le Comité d'études des relations franco-allemandes de l'Institut français des relations internationales, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtiges Amt, avec le soutien de la **Robert Bosch Stiftung**.

Les activités de recherche, de secrétariat de rédaction et de publication du Cerfa bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du ministère des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.

ISBN : 978-2-36567-703-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

#### **Comment citer cette publication :**

Hans Stark, « Alternative für Deutschland : quels risques pour l'Allemagne ? »,

*Notes du Cerfa*, n° 137, Ifri, mars 2017.

#### **Ifri**

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

#### **Ifri-Bruxelles**

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : [bruxelles@ifri.org](mailto:bruxelles@ifri.org)

**Site internet :** [ifri.org](http://ifri.org)



# ***Notes du Cerfa***

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

## **Le Cerfa**

Le Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Le Cerfa bénéficie d'un financement paritaire assuré par le ministère des Affaires étrangères et européennes et l'Auswärtiges Amt ; son conseil de direction est constitué d'un nombre égal de personnalités françaises et allemandes.

Le Cerfa a pour mission d'analyser les principes, les conditions et l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de trouver et de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Barbara Kunz et Hans Stark sont directeurs de collection des *Notes du Cerfa*. Katja Borck est chargée de projets. Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

# Auteur

Après avoir obtenu le diplôme, puis le DEA de l'Institut d'études politiques de Paris (en 1987 puis en 1990) dans les sections « Relations internationales » et « Études est-européennes », **Hans Stark** a réalisé une thèse de doctorat en sciences politiques consacrée à la politique européenne de l'Allemagne et soutenue en 2001 à la Sorbonne (Université Paris I). En 2011, il a obtenu l'habilitation à diriger des recherches de l'université Lille 3 en études germaniques.

Depuis 1991, Hans Stark est secrétaire général du Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'Institut français des relations internationales, où il consacre l'essentiel de ses travaux à la politique étrangère et à la politique européenne de l'Allemagne. Il enseigne parallèlement à l'université, d'abord en tant que chargé de cours à Sciences Po (depuis 2002), puis en tant que maître de conférences à l'université Paris 3 Sorbonne Nouvelle (entre 2005 et 2012). En 2011, il a obtenu l'habilitation à diriger des recherches en études germaniques (section 12 du CNU). En 2012, il a été nommé professeur de civilisation allemande contemporaine à l'université Paris-Sorbonne.

Il est également membre des comités de rédaction des revues *Politique étrangère* et *Allemagne d'aujourd'hui*, du laboratoire de recherche SIRICE de la Sorbonne et du Conseil d'orientation (Beirat) de la Fondation Genshagen.

# Résumé

Né du refus de la politique de soutien aux pays du sud de l'UE d'Angela Merkel, le parti de l'AfD – *Alternative pour l'Allemagne* – s'est rapidement intégré dans la famille des partis « populistes de droite » en Europe, avec lesquels il entretient d'étroits rapports.

Profitant, dans certains milieux de la société allemande, d'un sentiment de frustration face à l'Europe et à la mondialisation, ainsi que de rejet vis-à-vis des autorités fédérales de la République fédérale et de la politique d'ouverture des frontières d'Angela Merkel en 2015-2016, l'AfD a connu des succès inattendus aux élections européennes de 2014 et aux élections régionales allemandes (entre 2014 et 2017), ce qui laisse présager de son entrée au Bundestag et dans deux autres chambres régionales en 2017.

Parallèlement, l'AfD n'a cessé de radicaliser son discours et son programme politiques, ce qui fait aujourd'hui de ce parti le porte-parole et représentant parlementaire de la *Neue Rechte*, voire de l'extrême droite allemande. Sans perspective d'arriver au pouvoir, l'AfD imprime pourtant sa marque au débat politique allemand sur des sujets aussi controversés que la sécurité intérieure, l'Europe, l'immigration et l'économie. Il fait dorénavant partie du paysage politique allemand.

# Abstract

The AfD – *Alternative for Germany* – founded in opposition to Angela Merkel’s policy line of supporting southern European countries, has quickly become part of the political family of “right-wing populism” in Europe, with whom it cultivates close ties.

Taking advantage of a sense of frustration towards Europe and globalization as well as a rejection of Germany’s federal authorities and Angela Merkel’s policy of opening the borders in 2015/2016 in certain parts of German society, the AfD has had unexpected success in the 2014 European elections and in German regional elections (between 2014 and 2017). Its entry into the Bundestag and two other regional chambers in 2017 seems highly likely.

At the same time, the AfD has continued to radicalize its political discourse and program. This has allowed it to voice the concerns and serve as parliamentary representative of the *Neue Rechte* and even the German extreme right. The AfD has no prospect of attaining to power, yet it leaves its mark on the German political debate on controversial issues such as national security, Europe, immigration and the economy. It has thus become part of the German political landscape.

# Sommaire

<b>INTRODUCTION.....</b>	<b>7</b>
<b>AFD – NAISSANCE D’UN PARTI AU PROFIL INCERTAIN .....</b>	<b>9</b>
<b>MUTATIONS ET RADICALISATIONS INTERNES .....</b>	<b>15</b>
<b>LES FACTEURS DE RADICALISATION.....</b>	<b>20</b>
<b>CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES .....</b>	<b>26</b>

# Introduction

À la différence de beaucoup de pays européens, l'Allemagne n'a été confrontée à l'émergence du « populisme de droite » qu'assez tardivement. Une situation économique globalement satisfaisante malgré la montée de la précarité depuis l'introduction des lois sociales dites Hartz<sup>1</sup>, un seuil de 5 % des voix à franchir pour accéder à une représentation parlementaire, et surtout le stigmate du III<sup>e</sup> Reich dans l'histoire allemande ont pu longtemps constituer des obstacles difficilement franchissables pour les partis et groupuscules populistes et d'extrême droite gravitant autour d'un paysage politique allemand très stable.

La création en 2013, puis surtout la percée dès cette même année, de l'AfD (*Alternative für Deutschland*) ont mis un terme à ce particularisme. Présent au Parlement européen depuis 2014, et dans 11 des 16 Länder allemands à la fin de l'année 2016, le parti s'apprête à entrer en mai 2017 dans deux nouvelles chambres régionales, celles du Schleswig-Holstein et de la Rhénanie du Nord-Westphalie, ainsi qu'au Bundestag fin septembre 2017. Aux élections régionales de 2018, la Bavière verra sans doute cette percée électorale se reproduire. L'AfD est donc en train de s'installer durablement dans le paysage politique allemand : une donnée à prendre d'autant plus au sérieux que ce parti n'a cessé de se radicaliser, de « droitiser » son discours, de s'attaquer aux fondamentaux de base de la culture politique de la République fédérale et, surtout, de rassembler autour de lui les divers courants et partis d'extrême droite qui n'avaient auparavant qu'une existence marginale en Allemagne. De plus, ses succès lors des derniers scrutins régionaux dans l'ex-Allemagne de l'Est – très supérieurs à ceux obtenus dans les Länder de l'ancienne Allemagne de l'Ouest – font de cette formation politique un véritable parti de rassemblement populaire dans les « nouveaux Länder », ce qui ne peut que raviver et approfondir des clivages persistants entre « les deux anciennes Allemagne », provoqués par 44 ans de division et une unification menée au pas de charge.

À moins de six mois des législatives, il faut donc revenir sur les conditions qui ont permis la montée en puissance de l'AfD, analyser les courants de pensée et les acteurs qui l'animent, s'interroger sur ses

---

1. B. Lestrade, « Entre réussite économique et précarité sociale : l'Allemagne 10 ans après les lois Hartz », *Note du Cerfa*, n° 101a, 2013.



mutations internes et mesurer son impact sur la société et la scène politique allemandes. Compte tenu des incertitudes qui planent aujourd'hui sur les équilibres et les orientations politiques et économiques d'un grand nombre de pays démocratiques, partenaires et amis de l'Allemagne – dont les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne... –, il faudra également s'interroger sur les chances, même théoriques, de l'AfD d'arriver au pouvoir, ou pour le moins d'imprimer sa marque sur les choix fondamentaux de l'Allemagne.

# AfD – Naissance d’un parti au profil incertain

L’émergence et l’affirmation de partis « populistes de droite » (comme de gauche) s’inscrivent généralement dans un contexte de crise. L’Allemagne n’échappe pas à la règle. La crise économique et financière des années 2008-2009, suivie de la crise de la zone euro à compter de 2010, ont sans doute largement préparé le terrain à l’éclosion d’un parti comme l’AfD, né aussi des frustrations de l’unification de 1990, puis de l’introduction des lois Hartz en 2002 – en particulier dans les nouveaux Länder où le taux de chômage et la part de la population active touchée par les lois Hartz sont restés proportionnellement beaucoup plus élevés que dans l’ancienne Allemagne de l’Ouest<sup>2</sup>. Mais c’est la politique d’aide aux pays du sud de la zone euro, et notamment à la Grèce – politique présentée par la chancelière comme « dépourvue de toute alternative » – qui a ouvert la voie à cette dite « Alternative pour l’Allemagne » en 2013.

Ce parti n’est pas venu de nulle part. Dans les années 1980 et 1990 déjà, des partis d’extrême droite comme le NPD (Parti national-démocrate d’Allemagne) ou la DVU (Union du peuple allemand)<sup>3</sup>, ainsi que les *Republikaner*, formation qu’on classerait plutôt parmi les « populistes de droite », ont participé aux élections régionales, européennes et fédérales, sans réussir à s’ancre durablement dans le paysage politique allemand. Sans plus de succès, d’autres partis et groupuscules populistes et d’extrême droite ont vu le jour dans les années précédant la naissance de l’AfD, tels le parti eurosceptique *Bund Freier Bürger* (Union de citoyens libres), *Die Freiheit* (La Liberté), la *Hayek-Gesellschaft* (Société Hayek), *Pro-NRW/Deutschland*, les *Freie Wähler* (Électeurs libres), etc.<sup>4</sup>.

---

2. Voir sur cet aspect A. Lattard, « La cohésion sociale en péril », p. 91-107 et T. Ahbe, « Du problème de l’unité intérieure dans l’Allemagne unifiée », p. 71-89, in H. Stark, M. Weinachter (dir.), *L’Allemagne unifiée 20 ans après la chute du Mur*, Presses universitaires du Septentrion, Villeneuve d’Ascq, 2009.

3. Le NPD se classe très nettement à l’extrême droite de la classe politique allemande, à l’instar du DVU qui a fusionné avec le NPD en 2011. Ce dernier n’a été présent que dans deux chambres régionales, en Saxe (entre 2004 et 2014) et au Mecklembourg entre 2006 et 2016.

4. Sur l’évolution de ces partis, voir T. Spier, « Die Wahl von Rechtsaußenparteien in Deutschland », in F. Virchow, M. Langebach, A. Häusler (dir.), *Handbuch Rechtsextremismus*, Wiesbaden, Springer Verlag, 2016, p. 257-278.

Mais la naissance de l'AfD a aussi été étroitement liée à l'évolution politique interne de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) qui, sous la présidence de la chancelière Merkel, a renoncé à toute une série de postulats programmatiques jusqu'ici inébranlables et étroitement liés à l'image de marque « conservatrice » du parti de Konrad Adenauer et de Helmut Kohl. Qu'il s'agisse de l'acceptation pleine et entière des couples homosexuels dans la société allemande, de l'introduction d'un quota de femmes dans les instances dirigeantes des entreprises, de la sortie du nucléaire, de l'abandon de la conscription, de l'introduction d'un salaire minimum, du renoncement à la règle européenne du *no bail-out*, et surtout de l'ouverture des frontières qui s'est traduite en Allemagne par l'arrivée de près de 900 000 réfugiés en 2015, la CDU d'Angela Merkel s'est indéniablement rapprochée du centre (les critiques disent qu'elle s'est « social-démocratisée ») ces dix dernières années. C'était sans doute là le prix à payer pour la reconduction de la Grande Coalition en 2013, voire pour rendre crédible la perspective d'une alliance éventuelle avec les Verts en 2017, qui existe déjà à l'échelle régionale. Mais cette évolution s'est effectuée au prix d'un recentrage politique, économique et social qui a provoqué une rupture avec une partie de l'aile droite de la CDU, et notamment avec le *Berliner Kreis*, dont sont issus Alexander Gauland (aujourd'hui chef de l'AfD en Brandebourg) et Erika Steinbach, présidente de la fédération des expulsés allemands d'Europe de l'Est<sup>5</sup> (jusqu'en 2014), qui a quitté la CDU pour protester contre la politique migratoire de la chancelière. Désireuse de gagner des voix au centre, l'Union chrétienne-démocrate a ainsi délaissé la droite conservatrice et nationale, que l'AfD n'avait aucun mal à prétendre incarner, notamment dans un contexte de crise.

Toutefois l'espace politique entre la CDU et l'extrême droite reste vaste. D'emblée, l'AfD a servi de caisse de résonance aux représentants de quatre grands courants – un courant néolibéral et eurosceptique composé d'économistes hostiles à la politique d'Angela Merkel dans l'eurozone et représenté par Bernd Lucke, co-fondateur de l'AfD en 2013 ; un courant national-conservateur issu de la CDU et en rupture avec Angela Merkel, représenté par Alexander Gauland ; un courant proche de la *Neue Rechte* (équivalent allemand de la Nouvelle Droite française), représenté par Frauke Petry, chef de l'AfD de Saxe ; enfin une nébuleuse de réseaux proches de l'extrême droite qu'incarne aujourd'hui Björn Höcke, à la tête de l'AfD de Thuringe. Entre ces quatre courants, les combats d'idées (et de chefs) n'ont jamais cessé, même si les clivages sont tout sauf clairs et les

---

5. Bund der Vertriebenen – BdV.

points de convergence, au contraire, très nombreux. Ils ont d'abord en commun ce que l'on nomme – faute de mieux car cette appellation est contestée – : « populisme de droite », terme à la fois vague et passe-partout.

Pour mieux cerner ce terme, on peut classer parmi les caractéristiques du « populisme » la volonté de s'arroger le droit de parler « au nom du peuple » et d'opposer ce dernier à « l'élite » et aux représentants (dirigeants politiques, médias, etc.) du « système » qui se seraient « coupés du peuple ». Le rejet du parlementarisme, et la demande d'introduction d'éléments plébiscitaires – qui permettraient au « peuple » d'imposer sa volonté par voie référendaire – constituent une autre caractéristique dudit populisme, notamment s'il s'agit de remettre en cause la « représentativité » d'élites politiques pourtant issues d'élections générales. Le populisme s'affiche à droite lorsque la « défense du peuple contre le système » s'accompagne du dénigrement et de l'exclusion d'individus ou de groupes sociaux de ce même peuple pour des raisons ethniques, raciales et/ou religieuses<sup>6</sup>. Xénophobie, rejet de l'islam et des musulmans, des homosexuels, et dénonciation de la « folie du *Gender* », attrait pour des formes autoritaires de gouvernance et pour l'obéissance absolue, rejet du « système des partis » (utilisation jadis du terme « UMPS » en France et de *Altparteien* – les vieux partis – en Allemagne) constituent également des traits spécifiques des partis rangés sous l'appellation (discutable) de « populisme de droite ». D'où, aussi, l'attrance pour la Russie de Vladimir Poutine tant au sein de l'AfD qu'au Front national (FN) français – pays qui symbolise à la fois l'autorité incarnée par un « homme fort », la lutte contre l'élite (des oligarques), contre l'islam intégriste (en faisant abstraction de l'alliance entre Moscou et Téhéran), le parlementarisme, et surtout la « décadence occidentale », voire l'Occident tout court. Ces traits de caractère propres au « populisme de droite » se retrouvent certes davantage parmi les adeptes de la *Nouvelle Droite* que parmi les économistes néolibéraux à la Lucke (aujourd'hui représentés par Jörg Meuthen, jusqu'en mars 2017 chef de l'AfD du Bade-Wurtemberg). Mais on aurait tort de sous-estimer le puissant sentiment de supériorité des néolibéraux et conservateurs allemands face aux sociétés « corrompues, économiquement sous-développées et chaotiques » d'Europe du Sud. Dans la crise de la zone euro, le « Grec » remplace aisément le demandeur d'asile musulman de la crise des réfugiés. La vénération aveugle, l'adulation excessive, du label *Made in Germany*

---

6. A. Zick et B. Küpper, « Volkes Stimme ? Rechtspopulistische Überzeugungen der Mitte », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 40, 2015, p. 9-16.

représentent également une forme de racisme, notamment vis-à-vis des pays méditerranéens de l'UE.

Mais les frontières entre le populisme de droite et Nouvelle Droite d'un côté, et extrémisme de droite de l'autre, bien qu'elles existent, sont également assez perméables, notamment au sein de l'AfD. Née en France au début des années 1970 sous les auspices du publiciste Alain de Benoist, la Nouvelle Droite a fortement influencé la *Neue Rechte* en Allemagne depuis les années 1980. L'idéologie de cette dernière ne s'inspire pas du III<sup>e</sup> Reich comme celle du parti néonazi NPD, mais de la Révolution conservatrice des partis nationalistes de la République de Weimar, hostiles au régime parlementaire et aux partis qui l'incarnaient (comme le SPD et le Zentrum) après la défaite de 1918. Des auteurs comme Oswald Spengler, Edgar Julius Jung, Arthur Moeller van den Bruck et surtout Carl Schmitt, très en vogue pendant l'entre-deux-guerres, sont aujourd'hui de nouveau à l'honneur et nourrissent les débats de journaux ou magazines comme *Junge Freiheit* et *Compact*, de même que dans les cercles néoconservateurs et nationalistes de la *Neue Rechte* comme l'« Institut für Staatspolitik » en Saxe-Anhalt, véritable think tank nationaliste que dirige Götz Kubitschek, l'un des ténors du mouvement Pegida (*Patriotische Europäer gegen die Islamisierung des Abendlandes*), directeur de la maison d'édition Antaios et rédacteur en chef du magazine *Sezession*<sup>7</sup>. Avec *Junge Freiheit* et le magazine de jeunes *Blaue Narzisse*<sup>8</sup>, *Sezession* forme l'avant-garde de la presse écrite de la *Neue Rechte* en Allemagne. Très soucieuse de ne pas être assimilée aux forces et courants néonazis, ce qui ferait perdre toute crédibilité et légitimité à ce courant de pensée (on voit ici un parallèle évident avec la stratégie de dédramatisation de Marine Le Pen), la *Neue Rechte* n'a pas pour objectif (immédiat) la prise de pouvoir, mais s'efforce d'exercer une influence sur le discours politique, les idées, les mentalités et le *Zeitgeist* – ce que Karlheinz Weissmann, l'un des meneurs intellectuels de la *Neue Rechte* (il prône une « révolution culturelle de droite », une révision de la culture de la mémoire allemande et une remise en question de l'appartenance de l'Allemagne à l'OTAN et à l'UE) appelle la *Metapolitik*<sup>9</sup>. Elle se doit ainsi de rester « respectable », et d'offrir aux déçus de la droite chrétienne-démocrate un espace de réflexion et de

---

7. Sur cet institut et son directeur, voir H. Kellerhohn, « Das Institut für Staatspolitik und das jungkonservative Hegemonieprodukt », in S. Braun, A. Geisler, M. Gerster (dir.), *Strategien der extremen Rechten. Hintergründe – Analysen – Antworten*, Wiesbaden, Springer, 2016, p. 439-467.

8. L'appellation « Narcisse bleue » n'est pas sans rappeler la « Rose bleue » que porte Marine Le Pen, et traduit l'étroite interaction des mouvements identitaires, national-conservateurs et extrémistes en Europe.

9. Représentatif pour cette stratégie : G. Kubitschek et K. H. Weissmann, *Unsere Zeit kommt*, Steigra, Antaios, 2006.

représentation sans que ce soit compromis pas une proximité trop voyante avec l'extrême droite néonazie, même si de fait peu de choses séparent les deux pensées. Ainsi la *Neue Rechte* ne veut-elle pas être porteuse d'une idéologie ouvertement raciste et xénophobe. Elle se fait l'avocat d'un « ethno-pluralisme » respectant les différences entre « races, cultures et religions », mais sur la base d'une stricte séparation – ce qui revient à rejeter toute approche « multiculturelle », toute forme de mixité « raciale », et donc à préparer les esprits à l'adoption d'une attitude xénophobe « de bon aloi » – sur la base d'une priorité donnée, dans le cadre de la politique sociale, aux « Allemands de souche », blancs et chrétiens. La séparation ethnique – on pourrait aussi parler de ségrégation, voire d'apartheid – s'accompagne d'un discours violemment hostile à l'Union européenne et à ses « élites », accusées de vouloir détruire l'État-nation, aux médias qui mentent (*Lügenpresse*), aux dirigeants (Angela Merkel est qualifiée de dictateur – *Kanzlerdiktatorin* – et sommée de partir : *Merkel muss weg*) et aux musulmans en général, accusés de vouloir « islamiser l'Europe<sup>10</sup> ». Tous ces thèmes ont été présents sous forme de discours et de slogans dans les manifestations de Pegida, véritable mouvement social inspiré et accompagné par les instigateurs et représentants de la *Neue Rechte*.

Cette dernière, soucieuse de ne pas sortir du cadre légal, s'efforce de maintenir ses distances avec les néonazis, tant sur le plan des idées que celui des acteurs<sup>11</sup>. À la différence des réseaux néonazis, les idéologues de la *Neue Rechte* ne préconisent pas le recours à la violence pour parvenir à leurs fins (occupation de places publiques, intimidation des immigrés et d'hommes ou de femmes politiques « de gauche »), mais la tolèrent dès lors qu'elle traduit la « colère du peuple », considérée comme juste et normale. On ne trouve donc pas dans les cercles des organisateurs du mouvement Pegida à Dresde, ni au sein de l'AfD, de groupes de casseurs, ou de hooligans, ni de dispositifs paramilitaires (caractéristique des partis fascistes d'autrefois et, dans une moindre mesure, du NPD aujourd'hui). L'objectif de la *Neue Rechte* n'est pas non plus de renverser le pouvoir en place et d'imposer un régime dictatorial, mais de miner l'état de droit en mettant au pas la justice et les médias afin d'instaurer un régime autoritaire présidentiel et plébiscitaire – tout en maintenant le pluralisme des partis (ou en tout cas son apparence). Surtout, la *Neue Rechte*, à la différence de l'extrême droite allemande, évite toute velléité

10. R. Stöss, « Die "Neue Rechte" in der Bundesrepublik », *Bundeszentrale für politische Bildung*, 7 juillet 2016, disponible sur : [bpb.de](http://bpb.de).

11. C. Giesa, « Die Neuen Rechten – Keine Nazis und trotzdem brandgefährlich », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 40, 2015, p. 22-26.

d'antisémitisme – une orientation qui serait inacceptable pour les milieux conservateurs qu'elle veut séduire. Bien au contraire, pour la *Neue Rechte*, l'État d'Israël (tout comme la Russie) est un allié naturel face au défi commun : l'islam<sup>12</sup>. Le soutien à l'État d'Israël et la défense de sa politique de colonisation constituent donc un gage de respectabilité pour les représentants de la *Neue Rechte*, que l'on ne saurait ainsi accuser de connivence avec l'extrême droite.

---

12. K. Priester, « Rechtspopulismus – ein umstrittenes theoretisches und politisches Phänomen », in F. Virchow, M. Langebach et A. Häusler (dir.), *Handbuch Rechtsextremismus*, op. cit. p. 533-557.

# Mutations et radicalisations internes

Quatre ans à peine après sa création, l'AfD est parvenue à rassembler et à intégrer un très large éventail de forces politiques se situant à droite de la CDU. Si elle continue à offrir un espace d'expression et d'action aux courants néolibéraux eurosceptiques « modérés », ainsi qu'aux nationaux-conservateurs attirés par la *Neue Rechte*, l'AfD est également devenue un réseau d'agrégation politique de l'extrême droite dure, dont elle accueille acteurs et protagonistes sans hésitation<sup>13</sup>. Ce phénomène s'explique d'abord par son évolution programmatique, qui ratisse très large. La radicalisation des électeurs de l'AfD se reflète en effet dans le programme que ce parti a adopté le 30 avril 2016<sup>14</sup>. S'il ne fait pas référence au nazisme, les positions que ce programme met en avant, si elles étaient mises en œuvre, bouleverseraient le système politique de la République fédérale et mettraient en cause les liens que l'Allemagne a tissés au plan international depuis 1949. Ce n'est donc pas par hasard que les responsables de l'AfD soulignent dans leur programme (p. 3) que « l'Allemagne est dirigée par une caste politique » et considèrent que « seul le peuple de l'État allemand peut mettre un terme à cette situation illégitime ». Ce langage, très codé, est identique à celui que le NPD utilise depuis des décennies pour dénoncer le « caractère illégal » du système politique allemand, et permet de légitimer en même temps les « actions spontanées » menées par les adeptes du Mouvement Identitaire en Allemagne, ou par les *Reichsbürger* (« Citoyens du Reich ») qui ne reconnaissent pas la République fédérale, ni les autorités politiques, judiciaires ou administratives qui en émanent et la représentent<sup>15</sup>.

---

13. « Studie der Universität Leipzig : Rechtsextreme finden in der AfD ihre politische Heimat », *Süddeutsche Zeitung*, 15 juin 2016. Voir aussi : O. Decker, J. Kless et E. Brähler, « Die enthemmte Mitte », Leipzig, Psychosozial Verlag, 2016.

14. Voir sur : [www.alternativefuere.de](http://www.alternativefuere.de).

15. Soulignons dans ce contexte l'utilisation massive dans les manifestations de Pegida du « drapeau Wirmer », qui ressemble au drapeau norvégien (utilisation de la croix), mais avec les couleurs allemandes rouge-noir-or. Ce drapeau, créé en 1944 par Josef Wirmer, qui fit partie des milieux liés à l'attentat contre Hitler du 20 juillet 1944, est synonyme de valeurs chrétiennes et monarchiques, ainsi que de la résistance antinazie. Les adeptes de Pegida – qui sont à 75 % des électeurs de l'AfD – utilisent (et instrumentalisent) ce drapeau pour manifester leur résistance contre la République fédérale, mais au nom de la nation allemande. Il s'agit aujourd'hui donc bien d'un drapeau antirépublicain.



L'introduction dans la Constitution allemande du vote référendaire est une autre revendication majeure des dirigeants de l'AfD, qui souhaitent l'utiliser comme arme politique contre « la caste politique au pouvoir ». Or si, après la guerre, les auteurs de la Loi fondamentale ont jugé nécessaire d'éviter tout élément plébiscitaire dans la Constitution allemande de 1949, c'est pour tirer les leçons de l'effondrement de la démocratie durant l'entre-deux-guerres et de l'avènement de la dictature nazie. Les opposants au référendum craignent donc les risques que la voie plébiscitaire ferait courir à l'équilibre constitutionnel<sup>16</sup>. L'esprit, les principes et le contenu de la Loi fondamentale sont ainsi profondément marqués par l'échec de la République de Weimar. La Constitution allemande stipule certes dans son article 20 que « tout pouvoir d'État émane du peuple », ce qui semble mettre sur un même pied démocratie représentative et démocratie directe. Mais dans les faits, seule la démocratie représentative a été institutionnalisée par la Constitution allemande<sup>17</sup>. Or c'est précisément l'équilibre constitutionnel de la République fédérale que l'AfD veut abolir. Les pages 3 et 4 du programme du 30 avril 2016 l'affirment : « L'AfD est en faveur de l'introduction en Allemagne du référendum selon le modèle suisse. Le peuple doit avoir le droit de s'exprimer par référendum, y compris sur des lois adoptées par le Parlement. (...) Aucun traité relevant du droit international ne doit être conclu sans l'approbation du peuple (...) Pour nous, l'introduction du référendum selon le modèle suisse n'est pas négociable en cas de formation d'une coalition gouvernementale impliquant l'AfD<sup>18</sup>. » Il va sans dire que la mise en œuvre d'un tel programme remettrait en question la capacité fonctionnelle, et donc l'existence même, de la démocratie parlementaire.

De même, l'AfD réclame la sortie de l'Allemagne de la zone euro, puis le démantèlement de cette dernière, et se prononce en faveur d'un retour des compétences transférées depuis Maastricht aux instances bruxelloises, ce qui signerait la fin de l'Union européenne. Aussi n'est-il pas surprenant que, depuis le référendum britannique de juin 2016, certains des élus de l'AfD réclament un référendum sur la sortie pure et simple de l'Allemagne

---

16. X. Volmerange, « Les acteurs de la démocratie locale », p. 123-138, in C. Demesmay et H. Stark (dir.), *Qui dirige l'Allemagne ?*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2005.

17. Toutefois, le référendum n'est exclu qu'au niveau national. Les Länder peuvent y recourir pour organiser leur système communal, dès lors qu'il s'agit d'une question relevant de leur compétence exclusive.

18. « Die AfD setzt sich dafür ein, Volksentscheide in Anlehnung an das Schweizer Vorbild auch in Deutschland einzuführen. Wir wollen dem Volk das Recht geben, über vom Parlament beschlossene Gesetze abzustimmen... Ohne Zustimmung des Volkes darf das Grundgesetz nicht geändert und kein bedeutsamer völkerrechtlicher Vertrag geschlossen werden... Die Einführung von Volksabstimmungen nach Schweizer Modell ist für die AfD deshalb nicht verhandelbarer Inhalt jeglicher Koalitionsvereinbarungen. » (Traduction par l'auteur.)

de l'UE (notamment la députée européenne Beatrix von Storch). L'AfD se prononce également contre toute forme de cohabitation « multi- ou interculturelle » entre Allemands « de souche » et immigrés, et rejette l'islam (et la pratique de cette religion), qu'elle qualifie « d'incompatible » avec la Loi fondamentale – ce qui traduit clairement l'adhésion de ce parti aux conceptions « ethno-pluralistes » développées par la *Neue Rechte*.

L'AfD se présente ainsi comme un parti « antisystème » qui entend instaurer la « vraie » démocratie (plébiscitaire), et défendre l'identité nationale, qui serait menacée par l'islam, l'immigration et l'Union européenne. Mais de cette orientation, somme toute identique à celle des autres partis « populistes » de droite en Europe, l'AfD glisse facilement, sur le plan rhétorique, vers l'extrême droite néonazie. Elle se considère comme un « parti de mouvement en opposition fondamentale » (*fundamentaloppositionnelle Bewegungspartei*), terme introduit par Björn Höcke, chef de l'AfD de Thuringe<sup>19</sup>. Or rappelons que le NPD néonazi soigne depuis longtemps son image « d'opposition fondamentale », tandis qu'Adolf Hitler avait, lui, qualifié le NSDAP de « parti du mouvement » (*Partei der Bewegung*)<sup>20</sup>. Enfin, la référence au langage du III<sup>e</sup> Reich est omniprésente dans les discours des dirigeants de l'AfD, lorsqu'ils évoquent la « décadence des mœurs » pour déplorer le déclin démographique en Allemagne, la tolérance vis-à-vis des minorités homosexuelles et la politique d'immigration. Dans ses discours, Björn Höcke invoque « l'Allemagne millénaire », dénonce la « dégénérescence des partis politiques » qui forment « le système », et aspire à la « victoire totale » (qui rappelle la « guerre totale » promise par Goebbels) pour accéder au pouvoir<sup>21</sup>. Quand les ténors de l'AfD qualifient les centres d'accueil des réfugiés de « biotopes et foyers de virus du fondamentalisme » (Björn Höcke), l'héritage « 68 » du SPD et des Verts de « pourriture soixante-huitarde rouge-verte moralement dégénérée » (Jörg Meuthen<sup>22</sup>), ou la gauche allemande de « tumeur dont il faut débarrasser le corps du peuple allemand » (André Poggenburg, chef de l'AfD de Saxe-Anhalt<sup>23</sup>) : les dirigeants utilisent des termes qui invoquent sans conteste, et sans doute à bon escient, le langage nazi, qui fait ainsi son retour progressif dans le discours politique allemand. Chef de l'AfD du Brandebourg, Alexander Gauland a dit « comprendre que les Allemands ne veulent pas avoir de

19. « Höcke bedankt sich bei Pegida », Zeit-Online, 9 avril 2016.

20. A. Kemper, « Zur NS-Rhetorik des AfD-Politikers Björn Höcke », Duisburger Institut für Sprach- und Sozialforschung, 2016.

21. « Ich denke ganz anders – Gespräch mit Björn Höcke », Der Spiegel, 18 février 2017.

22. « Aufmarsch der Wut », SZ-Online, 30 avril 2016.

23. « AfD-Mann Poggenburg kritisiert 'Wucherung am deutschen Volkskörper' », Märkische Allgemeine Online, 4 février 2017.

Noir comme voisin », même s'il s'agit d'un individu intégré et de nationalité allemande comme le joueur de la *Mannschaft* Jérôme Boateng<sup>24</sup>. Gauland s'est d'ailleurs servi, dans un discours public de l'été 2016, d'un refrain bien connu d'un groupe de rock néonazi pour dénoncer le fait que « les Allemands se sentent étrangers dans leur propre pays » (« *Fremd im eigenen Land* »), face au nombre jugé trop important d'immigrés en Allemagne<sup>25</sup> (ils représentent environ 2 % de la population dans les « nouveaux Länder »...)

Ainsi Björn Höcke, dans un discours à Dresde le 18 janvier 2017, a-t-il qualifié le mémorial de l'Holocauste à Berlin de « monument de la honte », et revendiqué que l'Allemagne opère un « virage à 180 degrés dans son rapport au passé », notamment dans les écoles, trop axée selon lui sur le III<sup>e</sup> Reich<sup>26</sup>. À propos d'Adolf Hitler, le même Höcke a aussi estimé, dans une interview donnée au *Wall Street Journal* le 7 mars 2017, que le « problème est que l'on décrit Hitler comme le mal absolu. Nous savons toutefois que, dans l'histoire, il n'y a ni noir, ni blanc, mais beaucoup de gris<sup>27</sup> ». Précisons au passage qu'avant de s'engager dans la vie politique, Björn Höcke a enseigné l'histoire dans le secondaire, en Hesse. Mais Björn Höcke est loin de représenter un courant marginal au sein de son parti. Ainsi, Wilhelm von Gottberg, candidat aux élections législatives de septembre 2017 et probable futur doyen d'âge du Bundestag s'il est élu, s'affiche ouvertement « négationniste » puisqu'il estime que « l'holocauste est un mythe dépourvu de tout fondement historique<sup>28</sup> ». Quant à Frauke Petry, porte-parole de l'AfD et chef de son parti en Saxe, elle revendique le droit d'utiliser le terme *völkisch*, dont elle regrette la « connotation négative<sup>29</sup> ». Or le terme *völkisch*, qui représente un courant de pensée nationaliste né dans les années 1890, connaît sa sinistre apothéose sous le III<sup>e</sup> Reich avec le NSDAP. Fortement imprégné de darwinisme social, le courant *völkisch* s'inscrit dans une logique ostensiblement raciste et foncièrement antisémite<sup>30</sup>. Le plaidoyer de Frauke Petry en faveur de la réintroduction de ce terme dans un langage public politiquement correct,

---

24. M. Wehner et E. Lohse, « Nicht als Nachbarn. Gauland beleidigt Boateng », *FAZ Online*, 29 mai 2016, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

25. F. Haupt, « AfD Politiker Gauland. "Fremd im eigenen Land" », *FAZ Online*, 5 juin 2016, disponible sur : [www.faz.net](http://www.faz.net).

26. « Was Höcke vorhat », *Die Welt*, 18 janvier 2017.

27. A. Troianovski, « German Politician's Comments about Hitler Stoke Debate », disponible sur : [www.wsj.com](http://www.wsj.com).

28. « Kampf mit der Geschäftsordnung », *FAZ*, 27 mars 2017.

29. B. Balzli et M. Kamann, « AfD-Chefin Petry will den Begriff "völkisch" positiv besetzen », *Welt Online*, 11 septembre 2016, disponible sur : [www.welt.de](http://www.welt.de).

30. U. Puschner, « Die völkische Bewegung », *Bundeszentrale für politische Bildung*, 7 juillet 2016, disponible sur : [www.bpb.de](http://www.bpb.de).

ainsi que les « dérapages verbaux » des Höcke, Gauland, Meuthen et Poggenburg – soit l'ensemble de la classe dirigeante de l'AfD – trahissent une tentative de banalisation du nazisme, et envoient un signal on ne peut plus clair à tous les mouvements, associations et groupuscules néonazis d'Allemagne pour leur signifier que l'AfD est ouverte à leurs idées ainsi qu'à leurs représentants, et prête à les défendre<sup>31</sup>.

---

31. H. Stark, « L'Alternative pour l'Allemagne – une extrême droite en devenir », *Annuaire français des relations internationales 2017* (à paraître).

# Les facteurs de radicalisation

L'extrême droitisation du discours de l'AfD peut surprendre si on la compare à l'effort de dédiabolisation et « d'apaisement » observé par Marine Le Pen en vue de conquérir le pouvoir en France. En Allemagne en revanche, la perspective d'une arrivée au pouvoir apparaît-elle si lointaine que les dirigeants de l'AfD ont fini par lâcher les freins et opté pour une stratégie d'auto-diabolisation ? La République fédérale ayant été pendant longtemps le bon élève européen, car globalement immunisée contre la tentative du « populisme de droite », est-elle la victime d'un naturel qui revient au galop ? Les réponses à ces questions ne sont pas simples. Tout d'abord, l'AfD est un parti jeune, et tout parti nouveau subit des transformations, connaît des affrontements de personnes, et change souvent d'orientations programmatiques, alors que son électorat, par nature volatil et instable, doit à chaque élection être conquis et reconquis. Cette instabilité est, une fois encore, inhérente à tout nouveau parti – surtout s'il s'agit d'un parti qui prétend exprimer le « mécontentement populaire » et veut incarner la lutte « antisystème » en ne promettant rien d'autre que la transformation pure et simple des équilibres politique et constitutionnel existants. Une telle approche ne peut que favoriser surenchère et radicalisation.

Ensuite, dès sa création l'AfD est devenue un pôle d'attraction et un instrument de fédération pour les militants de partis ou groupuscules populistes et d'extrême droite, pour qui le nouveau parti constituait une base idéale pour relancer leur carrière d'appareil. Alors qu'à leurs yeux l'Allemagne manquait cruellement de parti capable de rééditer les exploits du FN français, ou du FPÖ autrichien, l'AfD représentait l'espoir d'un nouveau départ sur la scène politique allemande. Ainsi, d'anciens membres de partis populistes comme les *Republikaner*, la *Schill-Partei* ou *Die Freiheit*, voire du NPD ont-ils massivement investi l'AfD. Forts de leurs expériences antérieures, ils ont su se placer sur les listes électorales et occuper des postes à responsabilité – ce qui a fait d'une formation initialement focalisée sur la crise de la zone euro, et somme toute assez néolibérale, celle que l'économiste Bernd Lucke avait créée en 2013 –, un parti vite ouvert à l'influence et aux agitateurs de la *Neue Rechte*, voire de

l'extrême droite<sup>32</sup>. L'éviction de Bernd Lucke, mais aussi d'autres poids lourds comme Hans-Olaf Henkel (ancien chef du patronat allemand) ou l'économiste Joachim Starbatty en juillet 2015, était de ce point de vue à la fois logique et une condition *sine qua non* pour franchir une nouvelle étape vers le rapprochement avec les courants d'extrême droite. Or la présence d'individus radicalisés – devenus parlementaires – difficilement contrôlables se fait surtout sentir à l'échelle des Länder. De nombreux élus AfD dans les Länder, peu connus du grand public et des médias, et proches de la *Neue Rechte*, voire de l'extrême droite, ont en effet infiltré l'AFD à partir de 2013<sup>33</sup>.

L'emprise des milieux extrémistes sur l'AFD après les législatives de 2013 s'explique aussi par le fait qu'en 2014 trois élections régionales ont eu lieu dans les nouveaux Länder, en Saxe, au Brandebourg et en Thuringe, où il a obtenu respectivement 9,7 %, 12,2 % et 10,6 % des voix, alors qu'à l'Ouest, en 2015, l'AFD n'en obtenait que 6,1 % (Hambourg) et 5,5 % (Brême). Obtenir des scores à deux chiffres dans des élections un an seulement après sa création, constituait pour l'AFD un énorme succès, d'où une consolidation de la primauté des dirigeants AfD d'Allemagne de l'Est sur ceux de l'Ouest. Or depuis l'unification, le défi que l'extrême droite lance à l'État fédéral est proportionnellement beaucoup plus important en Allemagne de l'Est qu'à l'Ouest. Rappelons que, dans le passé, les seuls Länder où le NPD avait su se faire élire à une chambre régionale furent la Saxe et le Mecklembourg-Poméranie antérieure, donc à l'Est. Les « nouveaux Länder » sont aussi le terrain de prédilection d'une scène politique et associative néonazie très active, et cadre d'un grand nombre d'actes criminels contre des immigrés et des personnes de couleur<sup>34</sup>. On dénombre, pour 2015, d'après le dernier rapport du gouvernement sur l'unité allemande (2016), quelque 22 960 actes criminels (enregistrés !) perpétrés par des activistes de l'extrême droite, en particulier en Allemagne de l'Est où le nombre de crimes à connotation raciste est proportionnellement beaucoup plus élevé qu'à l'Ouest. Le gouvernement fédéral juge une telle aggravation « inquiétante<sup>35</sup> ». Pour Iris Gleicke,

---

32. A. Häusler et R. Roeser, « Die Alternative für Deutschland – eine Antwort auf die rechtspopulistische Lücke ? », in S. Braun, A. Geisler et M. Gerster (dir.), *Strategien der extremen Rechten. Hintergründe – Analysen – Antworten*, op. cit. p. 101-124.

33. F. Decker, « AfD, Pegida und die Verschiebung der parteipolitischen Mitte », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 40, 2015, p. 27-32.

34. R. Stöss et O. Niedermayer, « Rechtsextreme Einstellungen in Berlin und Brandenburg 2000-2008 sowie in Gesamtdeutschland 2005-2008, Berlin, FU Berlin, 2008, disponible sur : [www.polsoz.fu-berlin.de](http://www.polsoz.fu-berlin.de).

35. « Jahresbericht der Bundesregierung zum Stand der deutschen Einheit 2016 », Berlin, Bundesministerium für Wirtschaft und Energie, p. 69-71, disponible sur : [www.beauftragte-neue-laender.de](http://www.beauftragte-neue-laender.de).

chargée au gouvernement de l'Allemagne de l'Est (*Ostbeauftragung*) et responsable du rapport annuel du gouvernement fédéral sur l'état de l'unité, la dérive d'extrême droite observée constitue une réelle menace pour le développement économique et la paix sociale dans les nouveaux Länder<sup>36</sup>. La progression de l'AfD reste d'ailleurs toujours plus importante à l'Est qu'à l'Ouest, même si les résultats obtenus à l'Ouest en 2016 (15,1 % au Bade-Wurtemberg, 12,6 % en Rhénanie-Palatinat) sont loin d'être insignifiants. Toutefois, alors que l'AfD n'a obtenu que 6,2 % lors des élections régionales de Sarre, le 26 mars 2017, elle a recueilli 24,3 % en Saxe-Anhalt et 20,8 % au Mecklembourg-Poméranie antérieure lors de scrutins régionaux de 2016. Enfin, si l'AfD a obtenu 14,2 % à Berlin, ville pourtant très cosmopolite, c'est grâce au score recueilli à Berlin-Est<sup>37</sup>. En Saxe-Anhalt, l'AfD est même arrivée en deuxième position, loin devant le SPD (10,6 %) et au Mecklembourg, où l'AfD a également terminé seconde, c'est la CDU (19,0 %) qui a été distancée. Dans ces deux Länder, avec des scores supérieurs à 20 %, l'AfD se trouve donc en position de force, presque comme un parti non de protestation, mais de rassemblement. En Saxe, d'après les estimations, l'AfD serait à 25 % des voix s'il y avait des élections cette année. Cette tendance est accréditée par une étude du Land de Saxe – le très officiel *Sachsen-Monitor* – selon laquelle 58 % des Saxons estiment qu'il y a trop d'étrangers en Allemagne (opinion partagée par 18 % des Allemands), tandis que 39 % d'entre eux considèrent qu'il faut interdire l'immigration aux populations musulmanes. 62 % des Saxons réclament l'arrivée au pouvoir d'un parti qui représente la « communauté du peuple allemand » (*Volksgemeinschaft*), 53 % d'entre eux revendiquent une défense ferme et résolue des intérêts nationaux allemands à l'étranger, et 11 % se prononcent en faveur de l'instauration d'une dictature en Allemagne. 78 % des Saxons se déclarent méfiants à l'égard des partis politiques allemands et 73 % d'entre eux portent un regard négatif sur l'Union européenne. Enfin, 81 % se disent favorables au recours à des référendums<sup>38</sup>. Compte tenu de ces positions qui ne se limitent pas à la

---

36. Iris Gleicke estime notamment que dans une ville comme Dresde (entièrement restaurée aux frais du contribuable ouest-allemand), le mouvement Pegida et les actions menées par l'AfD et le NPD font fuir les touristes et les investisseurs. Voir V. N. Doll et S. Menkens « Rechtsextremismus im Osten ist eine ernsthafte Bedrohung », *Welt Online*, 15 octobre 2016, disponible sur : [www.welt.de](http://www.welt.de).

37. À Berlin-Est, l'AfD est passée en tête, avec des scores entre 20 % et 35 %, notamment dans les quartiers de Pankow, Marzahn-Hellersdorf et Treptow-Köpenick. Voir [berlinwahlkarte2016.morgenpost.de](http://berlinwahlkarte2016.morgenpost.de).

38. Chiffres disponibles sur : [www.staatsregierung.sachsen.de](http://www.staatsregierung.sachsen.de). La ministre de l'Éducation de Saxe, Brunhild Kurth s'est dit « horrifiée » par ces chiffres qui révèlent selon elle un degré alarmant de

seule Saxe, mais s'étendent à toute l'Allemagne de l'Est, il n'est pas surprenant que quatre des cinq principaux dirigeants de l'AfD se trouvent dans les nouveaux Länder : Frauke Petry (Saxe), Björn Höcke (Thuringe), Alexander Gauland (Brandebourg) et André Poggenburg (Saxe-Anhalt) – des Länder qui comptent ensemble pourtant moins de 13 millions d'habitants sur un total de 80,6 millions d'Allemands. Un autre facteur d'explication des succès électoraux de l'AfD – et de sa radicalisation interne – a été le phénomène Pegida, lui aussi originaire de Dresde et largement concentré sur la capitale de la Saxe<sup>39</sup>. Pegida (en français « Européens patriotes contre l'islamisation de l'Occident ») fut au départ un simple mouvement de citoyens, mais qui, du fait de son orientation antimusulmans et « antisystème », s'est vite transformé en mouvement populiste de droite. Né en octobre 2014 *via* Facebook, pour protester contre des heurts entre Kurdes et salafistes dans les rues de Hambourg, ce mouvement, qui appelait à des manifestations chaque lundi soir, a vu le nombre de manifestants croître de semaine en semaine pour atteindre des pics importants, particulièrement en janvier 2015 et 2016 – notamment dans le contexte de l'ouverture des frontières allemandes entre septembre 2015 et avril 2016. Parallèlement, le mouvement s'est étendu à d'autres villes allemandes, même s'il n'y a jamais atteint les chiffres réalisés à Dresde, qui reste son fief. Par ailleurs, de la « prévention de l'islamisation de l'Occident », les slogans sont vite passés à des revendications portant sur la « protection de l'identité nationale allemande », puis à des attaques massives et violentes contre les dirigeants allemands qualifiés de « traîtres au peuple » (*Volksverräter*) et la « presse du mensonge » (*Lügenpresse*) – attaques renvoyant à la couverture médiatique très négative du phénomène Pegida en Allemagne.

En d'autres termes, les manifestations ont pris pour cible, en plus des immigrés et de la politique des réfugiés de la chancelière, les médias et la classe politique allemands, donc « le système ». Aussi, malgré des appels de la direction de l'AfD à se tenir à l'écart d'un mouvement perçu comme étant sous l'emprise de l'extrême droite, l'AfD n'a pu ignorer des slogans qui sont identiques à ses propres orientations<sup>40</sup>. Très vite, des querelles ont donc éclaté au sein de l'AfD entre « pro- et anti-pégidistes », donc entre la « ligne Lucke » et la ligne « Petry-Gauland-Höcke », querelles qui ont précipité le départ de Bernd Lucke à l'été 2015 – et contribué à la

pensée extrémiste parmi les Saxons. Voir « Sachsen sehen Deutschland in "gefährlichem Maß überfremdet" », *Der Tagesspiegel*, 22 novembre 2016.

39. A. Zick et B. Küpper, « Volkes Stimme ? Rechtspopulistische Überzeugungen der Mitte », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 40, 2015, p. 9-16.

40. H. Vorländer, M. Herold et S. Schäller, *PEGIDA. Entwicklung, Zusammensetzung und Deutung einer Empörungsbewegung*, Wiesbaden, Springer, 2016.



radicalisation interne tant de l'AfD que de son organisation de jeunesse (*Junge Alternative*). Avec Pegida, l'AfD délaisse sa ligne initiale – l'opposition contre la politique de soutien d'Angela Merkel au pays du sud de l'UE – pour s'ouvrir plus largement encore aux thèmes classiques de la *Neue Rechte* et de l'extrême droite, à savoir rejet de l'immigration, de l'islam, défense de l'identité nationale, hostilité à l'égard de la politique multiculturelle et condamnation de « l'idéologie du *Gender* ». Cette « réorientation » a été provoquée en mars 2015 par la « résolution d'Erfurt », à l'initiative de Björn Höcke, et s'est accompagnée d'une radicalisation parallèle de l'organisation de jeunesse de l'AfD, dont les nouveaux dirigeants se sont rapprochés de Björn Höcke. C'est aussi Höcke qui a facilité le rapprochement entre Pegida et l'AfD, au point qu'il estimait que la seconde était l'expression parlementaire de la première<sup>41</sup>. Pegida a donc été une étape importante sur la voie du rapprochement entre l'AfD, la *Neue Rechte* et l'extrême droite. Höcke, avec le soutien du réseau formé par les membres AfD du *Der Flügel* (L'Aile), et surtout de la *Patriotische Plattform* (un réseau originaire de Thuringe), pourrait devenir dans les prochaines années l'homme fort du parti<sup>42</sup> –, si ses provocations ne finissent pas, au contraire, par provoquer un jour son exclusion de AfD<sup>43</sup>.

La surenchère permanente à laquelle se livrent les ténors de l'AfD, Björn Höcke en tête, vise d'abord à briser des tabous, et à rendre les thèmes de prédilection de la *Neue Rechte* acceptables pour une partie croissante de la population, déboussolée par la politique migratoire de 2015/2016 et la menace terroriste islamiste. Mais elle s'explique aussi par deux autres éléments, et non des moindres. D'abord, la provocation verbale n'est pas perçue au sein de l'AfD comme un dérapage, « accidentel et regrettable » (comme Höcke, dos au mur, a interprété son discours sur le mémorial de l'Holocauste). La provocation est, au contraire, présentée comme un moyen d'attirer d'abord l'attention des médias, mais surtout celle d'électeurs potentiels d'autres partis. Ces électeurs, ce sont les individus de la droite classique qui ne se retrouvent plus dans la politique d'Angela Merkel, les personnes qui s'estiment « déclassées » et abandonnées par les pouvoirs publics, les abstentionnistes, les eurosceptiques et tous ceux, enfin, qui sont tentés par le vote de protestation. Dans un document interne de janvier 2017 (*AfD Manifest*

---

41. « Björn Höcke dankt Pegida. "Ohne sie wäre AfD nicht wo sie ist" ».

42. H. Funke, *Von Wutbürgern und Brandstiftern. AfD – Pegida – Gewaltnetze*, Vbb Verlag, Berlin, 2016, voir p. 74-78.

43. Le discours, jugé antisémite, de Höcke à Dresde, le 18 janvier 2017, a eu pour conséquence le lancement d'une procédure d'exclusion à son encontre par les proches de Frauke Petry. Compte tenu du soutien dont Höcke bénéficie au sein du parti, il est cependant peu probable que cette procédure aboutisse à son exclusion.

2017), les dirigeants du parti se prononcent clairement en faveur de l'instrument de la provocation et des « messages simples » à des fins électorales, afin d'attirer un nombre maximum d'électeurs indécis, pour profiter de leur mécontentement et de leurs craintes. L'objectif est donc clairement de radicaliser les électeurs du centre, condition *sine qua non* pour faire de l'AfD un parti de masse. Et ceci provoque et nécessite à la fois des rapprochements avec l'extrême droite<sup>44</sup>.

Enfin, la surenchère verbale et la radicalisation de l'AfD s'expliquent aussi par l'absence de structure de leadership claire au sein de ce parti. Il n'y a pas là d'équivalent d'une famille Le Pen pour donner le la. Depuis sa création en 2013, l'AfD est déchirée par des querelles internes. En 2015, elles ont provoqué la chute du fondateur Bernd Lucke. Aujourd'hui, elles opposent non des idées, mais des personnes, en particulier Frauke Petry et son mari (et chef de l'AfD de Rhénanie de Nord-Westphalie), Marcus Pretzell d'un côté, et Alexander Gauland, Jörg Meuthen et Björn Höcke de l'autre. Cette lutte s'accompagne notamment d'une guerre fratricide au sujet des listes que l'AfD présentera aux législatives de 2017. Frauke Petry, qui avait souhaité prendre le leadership de la campagne électorale de 2017, doit finalement composer avec un collectif représentant l'ensemble des fractions et fractures internes de l'AfD. Car de la composition du futur groupe parlementaire au Bundestag dépendra le leadership futur du parti – que se disputent pour l'essentiel Petry et Höcke. Or, pour diriger il faut rassembler, et le rassemblement s'effectue sur la droite de la CDU, dans un espace aux contours flous entre national-conservatisme, populisme de droite et extrême droite. Et pour rassembler, il faut provoquer.

---

44. « Im Hinterkopf der Provokateure. Wie die AfD laut einem internen Papier mit Tabubrüchen und einfachen Antworten bestimmte Zielgruppen ansprechen will », *FAZ*, 24 janvier 2017.

# Conclusions et perspectives

L'AfD s'est implantée en peu de temps dans le paysage politique allemand. Elle est entrée dans les chambres des Länder avec des résultats souvent à deux chiffres, reléguant même à la deuxième place la CDU et le SPD dans deux des « nouveaux Länder ». Ratissant très large pour drainer vers elle les déçus de la politique d'Angela Merkel et l'ensemble des électeurs d'extrême droite, l'AfD peut s'appuyer sur un électorat stable d'au moins 5 % à 6 % – ce qui suffit pour entrer au Bundestag –, auquel s'ajoute un électorat volatil d'abstentionnistes, de déçus de la CDU, voire d'anciens électeurs de gauche et de tous ceux qui sont tentés par un vote de protestation.

Pourtant, la perspective d'une arrivée au pouvoir, même dans le cadre d'une coalition – perspective que l'AfD rejette au demeurant – est très peu réaliste. Les positions prises par l'AfD en matière d'immigration, de politique étrangère ou de construction européenne, ainsi que sur le plan de l'ordre constitutionnel – sans oublier les excès antisémites auxquels quelques élus locaux de ce parti se sont livrés depuis deux ans – rendent impossible toute coalition avec l'AfD, y compris pour les milieux les plus conservateurs de la CDU. Mais son potentiel de nuisance reste néanmoins considérable. À l'échelle fédérale, une chambre composée de six partis rend impossible toute coalition bicéphale entre un grand et un petit parti. Des majorités « de droite » ou « de gauche » nécessitent donc la formation de coalitions à trois, voire quatre partis, ce qui est difficile et source d'instabilité et de frustration – tant à l'échelle des partis que des électeurs. Reste l'option de la poursuite de la Grande Coalition. Or la Grande Coalition, si elle permet de diriger le pays au centre, ce qui correspond à une culture du consensus majoritaire dans le pays, est aussi source de montée des extrêmes, notamment à droite. L'Autriche en fournit le meilleur exemple.

En ce début d'année 2017, l'AfD doit certes faire face à une baisse relative dans les sondages. Crédité de 15 % des intentions de vote en fin 2016, elle est tombée en dessous de la barre psychologique des 10 % fin mars 2017<sup>45</sup>. Les déboires de la présidence Trump, la victoire du gouvernement Rutte face au parti populiste de Geert Wilders le 15 mars,

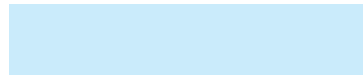
---

45. Voir sur : [www.wahlrecht.de](http://www.wahlrecht.de).

enfin l'incertitude quant à la perspective d'un Frexit en cas de victoire du FN en France expliquent sans doute ce relatif passage à vide de l'AfD. Mais ce parti sait tirer profit du contexte international très instable. La crise migratoire peut reprendre à tout moment, notamment si Ankara devait remettre en question l'accord conclu avec l'UE en 2016 sur les migrants – une éventualité que l'on ne peut pas exclure étant donnée la détérioration des relations entre la Turquie et plusieurs États européens, et tout particulièrement l'Allemagne. Enfin, la crise de la zone euro étant loin d'être surmontée, la question de l'aide financière des pays du nord de l'UE (et notamment de l'Allemagne) en faveur de la Grèce reste d'actualité. Dans ces conditions, le parti de l'AfD pourrait encore avoir de beaux jours devant lui, s'il parvient à dépasser les combats de chefs qu'il connaît depuis sa création. Et si les partis « classiques » continuent à négliger les frustrations de ceux qui, sans être eux-mêmes d'extrême droite, alimentent le vote AfD.

# Les dernières publications du Cerfa

- ▀ B. Lestrade, « [L'introduction du salaire minimum en Allemagne – un premier bilan](#) », *Notes du Cerfa*, n° 136, Ifri, février 2017.
- ▀ E. Bonse, « [L'Europe après le Brexit : position et perspectives allemandes](#) », *Notes du Cerfa*, n° 135, janvier 2017.
- ▀ B. Kunz, « [Le Livre blanc allemand 2016. La consolidation du "consensus de Munich" et des questions qui persistent](#) », *Notes du Cerfa*, n° 134, octobre 2016.
- ▀ M. Koopmann, « [L'Europe a besoin de Weimar : Perspectives du Triangle de Weimar en période de crise](#) », *Notes du Cerfa*, n° 133, Ifri, octobre 2016.
  - T. Fock, « [L'économie agricole allemande : des structures en mutation](#) », *Notes du Cerfa*, n° 132, septembre 2016
- ▀ H. Scheller, « [Le dilemme de la politique de l'investissement public en Allemagne – entre le frein à la dette et un retard croissant de l'investissement ?](#) », *Notes du Cerfa*, n° 131, juin 2016.
- ▀ S. Aykut, « [Champions climatiques ? France, Allemagne et Europe dans les négociations sur l'Accord de Paris sur le climat](#) », *Visions franco-allemandes*, n° 27, mai 2016.



**ifri**

institut français  
des relations  
internationales

